

ce cancer dévorant, mais nous devons envisager la perspective de voir ces dépenses aller grandissant. Fort heureusement, nous sommes assez civilisés pour ne plus nous défaire de ces gens en les fusillant. La conscience nationale est maintenant assez éveillée pour que petit à petit les gouvernements hésitants soient forcés d'assurer des conditions de vie plus humaines à ces gens. Le procédé est lent, mais il est bon.

Quand j'ai entendu un vis-à-vis dire qu'il faut à tout prix porter l'aide versée aux pensionnés de la vieillesse à \$100 par mois, je me suis rappelé une déclaration du Conseil de planification du grand Toronto, selon qui il faut au moins \$126.47 par mois à un vieillard pour survivre. Les prix ont monté depuis lors et, déjà, les \$100 proposés constituent une somme bien modeste par rapport à ce chiffre.

Nous gaspillons nos ressources humaines, car nous avons besoin de ces gens pour notre production. Ne les oublions pas. Nous nous inquiétons souvent de notre régime démocratique. Je rappelle que, lorsque de plus en plus de gens sont ainsi privés durant de longues périodes, ils commencent à perdre confiance dans notre régime démocratique. Ils n'ont plus confiance au gouvernement, ils sont récalcitrants et il sera très difficile de les inciter, eux et leurs enfants, à suivre les voies démocratiques.

• (3.50 p.m.)

Un autre groupe de personnes m'inquiète aussi vivement, car il y en a un grand nombre dans ma circonscription et, j'imagine, dans la plupart des circonscriptions. Je veux parler des gens qui sont satisfaits pourvu qu'ils ont un emploi, mais qui côtoient l'insécurité. Ils se préoccupent de leur emploi et ont peur de le perdre. Ils s'inquiètent de leur compétence professionnelle. Ils se préoccupent de l'insécurité de leurs enfants. Ils s'inquiètent de leur santé et de ce qui arrivera s'ils sont atteints d'une maladie grave. Ils s'inquiètent de la hausse du coût de la vie qui peut nous sembler raisonnable, mais cette augmentation soutenue et imperceptible de quelques cents par-ci par-là est très déprimante pour ces familles souffrant d'insécurité.

Qu'on se rappelle, aussi, que la plupart d'entre eux sont fortement endettés. Ils vivent au jour le jour et si le chèque de paie vient à manquer ils ne tardent pas à sombrer dans l'indigence. Ces gens aussi souffrent, dans

[M^{me} MacInnis.]

de très nombreux cas, d'insécurité. La mère essaie de travailler à l'extérieur du foyer pour grossir le revenu familial, ce qui cause toutes sortes de problèmes pour la famille et les enfants.

Cela m'amène, monsieur l'Orateur, au problème de la mère qui travaille à l'extérieur du foyer. Je tiens à déclarer, tout d'abord, que je suis la première à déclarer que la femme a le droit de décider si elle veut travailler au foyer ou à l'extérieur. Les femmes ont le droit, de nos jours, de travailler à l'extérieur du foyer et un très grand nombre le font. En effet, l'an dernier, une femme sur quatre travaillait à l'extérieur, et d'après le ministère du Travail, en 1971, une femme mariée sur deux—la moitié des femmes mariées, au Canada—occupera un emploi rémunéré à l'extérieur du foyer. Nous devons voir à ce que leurs enfants reçoivent les soins appropriés. Nous devrions construire des maternelles pour les enfants des mères qui travaillent à l'extérieur. Ces maternelles devraient être situées, dans certains cas, au lieu même ou près du lieu de travail des femmes qui travaillent en usine, de sorte que leurs enfants puissent recevoir les soins voulus pendant qu'elles sont au travail.

Deuxièmement, monsieur l'Orateur, nous devrions offrir aux mères des heures de travail beaucoup plus flexibles. L'emploi à temps partiel devrait être disponible si c'est possible, afin que les femmes qui le désirent puissent passer une partie de leur temps au foyer avec leurs enfants. J'ajoute que les femmes ont le droit de demeurer à la maison si elles le veulent. Les députés seront peut-être étonnés d'apprendre que, dans ma circonscription, un grand nombre de femmes n'ont pas ce droit. Pour conserver un niveau de vie convenable, elles doivent aller travailler et augmenter le revenu familial afin de payer certains des appareils domestiques modernes.

En visitant des foyers de ma circonscription, cet automne, j'ai trop souvent rencontré de petits enfants, les uns avec et les autres sans la clé de leur domicile, qui me disaient que leur mère rentrerait pour préparer le souper et que leur père était aussi au travail. Cet état de choses ne permet pas d'édifier convenablement les foyers dans notre pays.

Je tiens à signaler que pour les femmes qui tiennent à se consacrer uniquement au beau rôle de mère—et je pense que pour nombre de femmes ce serait la carrière par excellence—le temps n'est pas loin, s'il n'est déjà arrivé, où nous devons songer à rémunérer convenablement ce genre d'occupation. Je sais